Avril 2018
n°147

Bulletin des communistes de la RATP

Edité par le Comité de la section d'entreprise

Journée d'action
Jeudi 19 avril

Prochaine AG
Vendredi 4 mai 14h

Formation
Vendredi 4 mai 9h
« Transformer la mondialisation : le projet et l'action internationalistes du PCF », avec Lydia SAMARBAKHSH

Les formations ont lieu au siège national du PCF. Les camarades intéressés doivent s'inscrire auprès de ***Xavier BIGET (06 23 64 43 98)***

Le PCF a élaboré un argumentaire sur la SNCF, disponible sur le site national du PCF

Au cœur de l'affrontement avec le pouvoir macronien
LA QUESTION DU SERVICE PUBLIC

E. Macron et sa bande ont engagé un vaste remodelage de la société française pour l'adapter aux besoins du capital financier.
C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre leur offensive contre les Services publics : de l'éducation à la santé, du logement à la justice en passant par les transports, ils doivent être livrés au privé et soumis à l'exigence de profit.

Cette attaque combine trois aspects indissociables :

- Marchandiser les activités concernées en les soumettant aux lois de la concurrence et aux règles de gestion capitalistes ;
- Privatiser les structures publiques encore existantes, notamment les dernières grandes entreprises publiques que sont la SNCF et la RATP ;
- Supprimer les Statuts des salariés exerçant ces missions pour les remplacer par de simples contrats de travail banalisés.

L'offensive contre la SNCF et ses personnels en est évidemment l'exemple le plus emblématique. Elle a été précédée d'une vaste campagne sur les dysfonctionnements du réseau ferré, alors que ceux-ci ne sont que la conséquence de 30 ans de choix politiques combinant libéralisation et austérité, et d'un matraquage incessant sur les *« privilégiés »* que seraient les cheminots.

A la RATP, le chemin emprunté est différent, mais le résultat visé est le même :

- Le gouvernement et la PDG qu'il a nommée jurent que le statut d'EPIC de notre entreprise n'est pas menacé, mais ils engagent le transfert de ses activités (y compris l'exploitation et la maintenance) dans des filiales de droit privé, dont on pourra ensuite vendre le capital sur une simple décision de gestion.
- Les mêmes affirment que le Statut des personnels n'est pas touché, mais on peut supposer que les agents transférés dans d'autres sociétés (du groupe RATP ou d'autres groupes) perdront leur Statut remplacé par un *« sac à dos social »* minimaliste, à l'instar de ce qui est prévu à la SNCF.

L'heure est donc à l'engagement des personnels de la RATP dans l'action.
Après le 22 mars, où nous avons fait grève et manifesté aux côtés des cheminots et de la Fonction publique, la journée du 19 avril sera une nouvelle étape marquante. Cette mobilisation doit grandir et s'élargir, à partir de ce qui se passe dans notre entreprise, autour des notions de Service public, d'entreprise publique et de Statut des personnels. Des notions qui sont autant d'éléments de modernité et d'efficacité économique et sociale contre la régression tous azimuts dans laquelle veulent nous entraîner les recettes capitalistes.

Le mécontentement dans le pays tend à s'étendre. Un mouvement est en train de se construire, mais pour gagner et encore plus pour déboucher sur des changements réels, il a besoin de se nourrir d'arguments et de propositions.
C'est dire que, parallèlement et en complément à l'activité syndicale, l'intervention des communistes dans l'entreprise pour mettre en lumière les enjeux, les choix de société sous-jacents et l'alternative possible est plus indispensable que jamais.

SECTION RATP
Parti Communiste Français

SNCF : les propositions du PCF

1) **Libérer la SNCF du poids de la dette**, Elle peut être reprise à taux zéro par la Caisse des dépôts et les banques en exigeant son financement par la Banque centrale européenne, une bataille que la France peut mener et gagner.
2) **Création d'un fonds européen finançant à taux zéro un plan européen pour le ferroviaire**, comme pour tous les grands investissements sociaux et écologiques.

Par ailleurs, de nouvelles ressources immédiates pour investir sont à trouver dans :

- Une extension de la taxe sur les bureaux (2 milliards)
- Une extension de celle sur les parkings d'hypermarchés (2 milliards)
- La création d'une écotaxe régionalisée (1 milliard)
- Le déplafonnement du versement transport
- La création d'un « livret épargne transport »
- La renationalisation des autoroutes...

On arriverait ainsi bien au-delà des 3 milliards par an d'investissements jugés nécessaires par le rapport Spinetta.

3) **Négociation d'un statut commun** à tous les salariés des transports pour éviter le dumping social.
4) **Refuser l'ouverture à la concurrence**, inscrite dans le 4e paquet ferroviaire.

Statuts des personnels du Service public : leur raison d'être et pourquoi il faut les défendre

Pourquoi les agents des Services publics (RATP, SNCF, Fonction publique, …) ont-ils été placés par la loi dans une situation statutaire et non contractuelle ? Parce que l'agent du Service public est au service de l'intérêt général, à l'inverse du salarié de l'entreprise privée lié à son employeur par un contrat. Les statuts publics sont donc étroitement liés aux missions de Service public confiées à l'entreprise ou à la fonction publique.

Remettre en cause cette spécificité, c'est déconnecter l'agent RATP de l'intérêt général pour le renvoyer vers des intérêts particuliers, et notamment vers une exigence de rentabilité de l'entreprise différente et bien souvent opposée à l'intérêt général.

Les Statuts tendent également à substituer au traditionnel *« lien de subordination »* entre le salarié et son entreprise un *« devoir de responsabilité »* du salarié vis-à-vis de la société toute entière. Ils créent de ce fait les bases d'une citoyenneté au travail, et cette dimension intéresse tous les salariés au-delà de ceux du Service public.

L'attaque actuelle contre les Statuts est donc à la fois partie prenante du processus de privatisation des Services publics, et élément de la régression générale des relations de travail que patronat et forces politiques réactionnaires cherchent à promouvoir. Voilà pourquoi la vraie modernité est du côté de ceux qui les défendent.

Actualité de la section

- Fabrizio PIRAS et Marc GRASSULLO ont participé le 14 mars à la réunion du Collectif national « Mobilités » du PCF, récemment mis en place et piloté par Jacques BAUDRIER.
- En solidarité avec la PALESTINE, la section a organisé mardi 6 mars au centre bus d'Ivry une rencontre avec Fadwa KHADER, dirigeante du Parti du Peuple Palestinien. Plusieurs agents ont pu échanger sur la situation en Palestine.

Des arguments pour le débat et l'action …

SNCF : les « oublis » du rapport Spinetta

- *Dans ce rapport, le mot « Coût » est cité 6 fois plus que le mot « Sécurité ». Le mot « Concurrence » 8 fois plus que les mots « Service public ».*
- *La dette de la SNCF (52 milliards €) est invoquée pour justifier la casse du statut d'EPIC et du Statut des cheminots. Mais le rapport ne fait aucune proposition pour régler ce problème. En particulier, il ne mentionne pas le fait qu'il s'agit (comme pour la RATP) d'une dette « déléguée » par l'Etat à la SNCF, et que celui-ci devrait la reprendre à sa charge. C'est ce qui s'est passé en Allemagne où la dette de la Deutsche Bahn (35 milliards €) a été épongée par l'Etat. Le modèle allemand n'est cité par les libéraux que quand ça les arrange !*
- *Le bilan des libéralisations déjà effectuées n'est pas fait. Pourtant, la part du fret ferroviaire a été divisée par 2 en 10 ans, avec une explosion du nombre de camions sur la route, notamment au bénéfice des groupes étrangers.*
- *De même, le bilan de la libéralisation à l'étranger est passé sous silence. Au Royaume-Uni, le prix du billet a été multiplié par 2 en 20 ans, avec une augmentation de 27% depuis 2010. Un Britannique dépense en moyenne 6 fois plus qu'un Français pour aller au travail en train (14% de ses revenus contre 2%). 76% des Britanniques se prononcent pour une renationalisation du rail.*

Tracts, communiqués, rapports, analyses, propositions…
retrouve tous les documents de la section sur le site :
http://section-ratp.pcf.fr

SECTION RATP
Parti Communiste Français